Déclaration de M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes, en réponse à une question sur la situation en Syrie, au Sénat le 20 décembre 2012.

2012-12-20

Madame la Sénatrice, je vous remercie de votre question qui montre l'ensemble des défis auxquels la communauté internationale se trouve confrontée en Syrie où se joue, d'abord, un drame humanitaire.

Vous l'avez rappelé, 40.000 Syriens sont morts, dans des conditions parfois d'une extrême atrocité parce qu'un régime a décidé de martyriser son peuple pour se maintenir au pouvoir. 40.000 Syriens sont morts, mais ce sont aussi 500.000 Syriens qui se sont trouvés déplacés dans des conditions d'une très grande précarité. Au moment où nous parlons, il y a un risque d'exposition à des drames humanitaires d'une population qui est comprise entre 2 et 4 millions de Syriens ; c'est dire l'ampleur de la difficulté humanitaire à laquelle nous nous trouvons confrontés dans ce pays et dans cette région.

Malgré cela, il y a aujourd'hui des raisons d'espérer, avec prudence. D'abord, la situation militaire s'est considérablement modifiée, pour des raisons qui tiennent au fait que la coalition nationale syrienne s'est dotée de moyens militaires, désormais coordonnés par un chef d'état-major qui conduit les opérations. Son efficacité a conduit les troupes de la coalition nationale syrienne jusqu'aux portes de Damas, avec une pression très forte exercée militairement par ses troupes sur le gouvernement de Bachar Al-Assad. À tel point qu'un certain nombre de pays qui soutenait le régime de Bachar Al-Assad - je pense notamment à la Russie - commence à considérer que son départ, en raison de la pression militaire et diplomatique qui s'exerce sur lui, pourrait devenir inéluctable.

Cette situation militaire est de nature à permettre un approfondissement des discussions et des échanges diplomatiques, et l'augmentation des pressions qui s'exercent sur le régime de nature à pouvoir faire en sorte, comme nous le souhaitons depuis longtemps, qu'il quitte le pouvoir. Bien entendu, cela ne pourra pas se faire si nous ne multiplions pas les initiatives pour faire en sorte que cette pression devienne insupportable et qu'elle oblige l'actuel pouvoir à partir. C'est ce que nous faisons. Nous l'avons fait en étant les premiers à décider de la mise en place d'une aide humanitaire pour les conseils civils révolutionnaires ; nous le faisons en étant les premiers à avoir reconnu la coalition nationale syrienne.

Vous nous interrogez sur le fait de savoir si nous allons reconnaître la coalition comme un gouvernement alternatif légitime. C'est déjà fait, nous avons été les premiers à le faire et nous avons entraîné dans notre sillage des pays de l'Union européenne. La conférence des amis du peuple syrien, à laquelle vous faisiez référence tout à l'heure a permis à un très grand nombre de pays - dont les États-Unis -, à quelques heures de l'ouverture de cette réunion, de reconnaître à leur tour la coalition nationale syrienne.

Nous considérons que dès lors que cette coalition s'est rassemblée, qu'elle s'est dotée d'un leadership fort, cela signifie que nous sommes sur le bon chemin. Il faut maintenir cette pression, continuer à aider sur le plan humanitaire, multiplier les initiatives politiques pour que les pays qui hésitent encore à nous rejoindre au sein du Conseil de sécurité le fasse ; et il faut veiller à ce que tout ait lieu en étroite liaison avec les pays de la région pour éviter la déstabilisation que vous avez pointé dans votre question comme un risque réel.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 décembre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/186702-declaration-de-m-bernard-cazeneuve-ministre-des-affaires-europeennes